

**Singapour - Conférence «La France
et Singapour, partenaires
stratégiques dans un monde en
mutation» - Allocution de M.
François Hollande, président de la
République**
(Singapour, 27 mars 2017)

Monsieur le vice-Premier Ministre,

Mesdames, Messieurs, Ministres, Parlementaires, Invités,

C'est beaucoup d'honneur que de m'inviter ici pour cette conférence dans le cadre du 40e Singapore lecture.

Vous le faites à l'occasion de ma visite d'État ici à Singapour, mais aussi pour confirmer le partenariat stratégique qui unit nos deux pays, car Singapour est plus qu'un pays avec lequel nous aurions des relations excellentes, ce qui est le cas. Singapour est un partenaire qui par sa solidité, sa stabilité, sa sécurité est pour nous un allié. Singapour est aussi une source d'inspiration par son aptitude à anticiper sur les réalités de demain, et par sa capacité d'initiative comme vous l'avez prouvé ces dernières années.

En effet, vous aviez avec Lee Kuan Yew, une aspiration qui a fait de votre pays un des leaders dans la région et un des pays qui dispose du revenu par habitant, parmi les plus élevés du monde.

Quel secret est le vôtre ? Je ne suis pas venu là pour le percer, mais pour le comprendre. Le secret, c'est d'abord cette confiance dans l'ouverture, cette capacité à être pleinement dans le monde, à être conscient que la première qualité qui doit être la vôtre, c'est celle de l'innovation. Certes vous êtes placés géographiquement sur une position exceptionnelle, sur le détroit de Malacca au croisement de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique. Mais la géographie n'explique pas tout, vous avez été capables d'utiliser cette situation pour être véritablement un hub à l'échelle mondiale.

Vous êtes ainsi le deuxième port au monde et je suis d'ailleurs très fier qu'une entreprise française CMA-CGM ait pu réaliser ici un très grand plan d'investissement avec un partenaire singapourien PSA.

Vous avez également fait le choix de la technologie, pour qu'elle soit pleinement présente aussi bien dans vos activités financières, dans vos modes de construction de la ville durable,

dans vos modes de transports, que dans la capacité de relier les citoyens les uns aux autres.

C'est ainsi que Singapour est devenue une référence mondiale de la ville intelligente, là où sont développées toutes les solutions innovantes et c'est la raison pour laquelle, et c'est la troisième explication de votre secret, vous attirez tous les talents du monde entier, les chercheurs, les entrepreneurs, les startupeurs et vous pouvez également vous flatter qu'il y ait beaucoup de Français qui soient venus s'installer ici. 15 000 selon les statistiques officielles, je parle des nôtres, davantage selon les réalités de l'économie singapourienne.

C'est le signe que vous êtes un pays qui attire les talents et les jeunes talents. Voilà ce que j'ai compris de votre modèle, l'ouverture, la confiance dans l'avenir, l'innovation, l'attractivité et la capacité à prendre un temps d'avance.

Ces principes-là sont aussi les nôtres, la France veut être un pays ouvert, innovant, capable d'initiatives, soucieux de donner une place à sa jeunesse et pouvant offrir toutes les potentialités à l'innovation. Nous devons donc, Singapour et la France, défendre ces principes, ce modèle parce qu'il est aujourd'hui menacé. Menacé par le repli, par le protectionnisme, par l'isolationnisme, par l'extrémisme, par le nationalisme et cette tentation du repli, elle est non seulement dangereuse, mais elle est une impasse, ce qui suppose que nous soyons vigilants par rapport à toutes ces résurgences de solutions qui hélas avaient démontré leur nocivité, il n'y a pas si longtemps.

La seule voie qui doit être proposée au monde s'il veut être plus sûr, plus juste, c'est la défense de quelques principes simples, d'abord l'attachement au multilatéralisme, c'est-à-dire aux institutions internationales, au droit international, à la coopération internationale et régionale. Les principes, ce doit être aussi l'indépendance, le respect et également l'affirmation que l'ouverture est la condition du progrès.

Mesdames et Messieurs, notre cap doit être d'autant plus clair que les menaces s'ajoutent aux incertitudes. Les incertitudes peuvent être provoquées par les scrutins, leur attente ou leur résultat. Les incertitudes, ce sont aussi les hésitations des dirigeants du monde. Les incertitudes, ce peut être aussi les rapports de force qui peinent à trouver leur résultante. Nous sommes dans un monde d'incertitudes, si on y ajoute en plus les aléas économiques, climatiques, nous avons devant nous forcément un monde que nous ne pouvons pas prévoir avec les mêmes critères ou les mêmes conditions que dans le temps passé.

Mais s'ajoutent à ces incertitudes des menaces. La première, c'est le terrorisme, la France a été durement touchée, elle est pleinement engagée dans le combat contre ce fléau qui peut frapper partout. L'influence de Daech que nous faisons reculer en ce moment même en Irak et même en Syrie dans le cadre de la coalition internationale est un péril pour tous. Plus d'un millier de ressortissants des pays d'Asie du sud-est sont présents sur le front irako-syrien et ils côtoient des centaines de ressortissants européens qui peuvent à tout moment revenir dans leur pays d'origine pour y commettre des attentats. Et nous sommes également conscients qu'il y a des individus isolés qui peuvent utiliser la propagande de Daech pour nous frapper.

La lutte contre le terrorisme exige donc un surcroît de coopération entre les gouvernements et

les services de renseignements, entre les polices, entre les institutions judiciaires et une lutte commune contre la radicalisation, contre les trafics qui alimentent les groupes terroristes.

Nous avons également conscience que nous devons utiliser les armes de la technologie contre ceux qui veulent utiliser précisément la technologie pour venir nous déstabiliser ou détruire nos systèmes d'informations. Je pense donc à la cybersécurité, à la cyberdéfense qui doit être une priorité pour les pays qui entendent se protéger par rapport aux influences extérieures et aussi aux actions terroristes.

Notre victoire dépendra de notre détermination et de notre capacité à faire front commun en matière de prévention, de protection et de réaction et je sais qu'entre la France et Singapour, nous partageons exactement cette démarche.

Dans cette lutte nous devons aussi être fidèles à nous-mêmes, respectueux de notre état de droit et refuser tout discours de haine ou de toute discrimination, même quand la France a pu être frappée, j'ai veillé comme président de la République, à préserver la cohésion nationale, l'unité, car c'est ce que veulent ébrécher, entamer, abîmer les terroristes et créer dans nos pays, dans nos sociétés, une séparation, une division qui pourrait être mortelle. Alors nous devons veiller à chaque fois à écarter tous les amalgames et à être clair sur la façon dont nous voulons vivre ensemble. En France nous avons un mot pour exprimer cette capacité à être à la fois libre et en même temps respectueux, c'est la laïcité et c'est ce que nous avons pu faire prévaloir, la liberté pour chacun d'avoir la religion de son choix ou de n'en avoir aucune et la nécessité de respecter la loi commune. Et en même temps, l'obligation faite à l'État au-delà de la neutralité qui doit être la sienne, de protéger tous les lieux de culte.

Mais nous sommes dans une guerre contre le terrorisme qui va durer longtemps et qui suppose que nos sociétés soient préparées, que des responsables politiques soient également conscients qu'il ne suffira pas simplement d'une loi, une loi de plus ou de moyens supplémentaires pour en avoir terminé avec ce fléau, qu'il s'agit d'une action qui doit être menée avec l'envergure nécessaire, c'est-à-dire à l'échelle mondiale et avec la détermination indispensable, c'est-à-dire en utilisant tous les moyens pour parvenir à nos fins, sauf ceux qui nous écarteraient de l'État de droit.

Mais nous voyons bien que la peur du terrorisme, avec aussi les guerres qui peuvent être plus ou moins lointaines mais qui sont, avec la mondialisation de l'information, toutes proches. Nous voyons bien que les populistes, les extrémismes peuvent utiliser les peurs légitimes d'ailleurs, que ces situations provoquent pour chercher à imposer des solutions qui seraient contraires aux intérêts de chacun de nos pays. C'est la tentation que j'évoquais, du repli sur soi, elle peut toucher des grands pays, elle peut toucher de grandes démocraties, elle peut concerner des continents entiers, donc nous devons là aussi expliquer ce que seraient les conséquences de ces choix et ce que signifierait la fermeture des frontières, la construction de murs, la promotion d'intérêts nationaux étroits pour ne pas dire égoïstes ou de politique migratoire qui serait injuste et inappropriée, dès lors qu'elle viserait des ressortissants d'un pays et d'un pays seulement.

Nous devons donc montrer qu'il y a une autre façon d'agir et c'est ce que j'appelle la mondialisation régulée qui doit être fondée sur la souveraineté des nations mais aussi sur la

place des institutions internationales et notamment des Nations unies.

Et tous ceux qui veulent s'en prendre aux Nations unies, finalement, réduisent la capacité de la gouvernance mondiale à pouvoir agir sur les causes même des conflits. Il ne peut pas y avoir de renforcement de la nation au détriment du système de régulation internationale. Nous pouvons être sûrs de ce que nous sommes sans qu'il soit besoin de mettre en cause ce qui a été tout le produit de l'après Seconde guerre mondiale, et qui a permis, malgré un certain nombre d'insuffisances, d'éviter des conflits ou permis d'en régler parmi les plus importants.

De la même manière, sur le plan commercial, s'il est facile de laisser croire aux opinions publiques qu'avec des barrières douanières, avec des taxes, il sera possible de défendre l'emploi, nous, nous savons que ces propositions auraient exactement l'effet inverse, parce que toute la croissance mondiale de ces soixante dernières années a été portée par le commerce mondial. Il ne s'agit pas de laisser penser que le libre-échange sans règles, sans contrôles, sans normes, serait la solution. Il s'agit de dire tout simplement que s'il n'y a pas possibilité d'échanger des marchandises, des services, de faciliter la circulation de la connaissance, du savoir, des technologies, alors, il y a un risque d'affaiblissement généralisé, de rétrécissement des horizons, de diminution des investissements, et au bout de la chaîne, de disparition des emplois.

Ce ne sont pas des débats théoriques, ce ne sont pas des débats académiques, économiques, ce sont des réalités qui se sont en plus démontrées dans le passé, il ne faut jamais croire que les idées nouvelles sont vraiment nouvelles. Il y a toujours une trace, une origine. Le protectionnisme est aussi vieux que le commerce, et c'est un débat qui avait déjà cours au milieu du 19^e siècle, en Europe, qui est revenu au milieu du 20^e siècle, avant la Seconde guerre mondiale, et qui, comme une fatalité, revient aujourd'hui au début du 21^{ème} siècle.

Alors, nous devons faire face au protectionnisme, montrer que le respect d'un ordre international est finalement la meilleure des solutions, et que des continents entiers doivent avoir des accords commerciaux, et j'y reviendrai, c'est ce que nous avons fait entre l'Europe et Singapour ou entre l'Europe bientôt et l'ASEAN.

Je veux également souligner combien nous devons écarter les rapports de puissance qui reviendraient à mettre en cause le droit international. Le droit international, c'est ce qui nous permet, sur notre planète, d'avoir des règles et de les faire respecter. Et parmi ces règles, justement, le droit de la mer, la libre circulation, c'est la raison pour laquelle, la France, qui est présente dans l'Océan Pacifique, exerce régulièrement son droit de passage en mer de Chine du Sud, en lien étroit avec ses alliés européens, parce que nous voulons justement que ces principes puissent être préservés.

Je veux ajouter une autre menace, qui vous concerne en Asie, mais qui nous concerne tous, c'est la prolifération des armes de destruction massive. Nous avons été capable, il y a quelques mois, de signer un accord avec l'Iran sur le nucléaire. Et nous avons trouvé, là, un équilibre qui nous permet de nous assurer que l'Iran n'accèdera pas à l'arme nucléaire. Mais nous savons aussi qu'il y a en Corée du Nord des tentations, plus que cela, une volonté de se doter d'une arme nucléaire opérationnelle. Là aussi, nous devons tout faire, y compris par la voie des sanctions, pour ne pas avoir cette situation qui vienne mettre en cause la sécurité des

populations et l'équilibre dans la région.

Sur cet enjeu de non-prolifération, la France a d'ailleurs participé en octobre 2016 à l'exercice Deep Sabre, organisé par Singapour, et nous considérons que c'est une bonne réponse et une bonne voie pour travailler ensemble.

Je veux terminer sur une dernière menace, qui est celle du changement climatique. Sur ce sujet aussi, Singapour et la France partagent le même constat et font preuve du même engagement. Ici, l'enjeu, vous le mesurez, à travers l'augmentation des épisodes de fortes précipitations en Asie du sud-est, les feux de forêt, la montée du niveau des mers. De nombreux pays d'Asie sont exposés. Je pense au Bangladesh, qui pourrait perdre jusqu'à un tiers de son territoire, au Vietnam, dont les deux grands deltas, Mékong et Fleuve Rouge, sont concernés par la montée des eaux et la salinisation.

Face à tous ces risques, que nous connaissons, qui ne sont plus des hypothèses, qui sont des certitudes, si nous n'agissons pas, il faut, là encore, investir, et respecter les engagements qui ont été passés. Je salue les engagements pris par Singapour, et les investissements qui ont été faits, notamment pour l'approvisionnement en eau potable et pour développer une compétence de pointe en matière de construction.

Je veux saluer le rôle de votre ministre des affaires étrangères, qui a permis à la conférence de Paris d'aboutir au compromis indispensable, et c'est la raison pour laquelle nous devons tout faire pour que l'accord de Paris soit pleinement respecté, mis en oeuvre. Il est irréversible, et aucun pays, aucune puissance ne peut s'en détacher. Et nous devons même aller plus loin, ce que vous avez fait à Singapour avec la taxation du carbone à l'horizon 2019, parce que le carbone doit avoir un prix, si on veut que les investissements, que ce soit les investissements physiques ou les investissements financiers, puissent intégrer cette dimension du prix pour réaliser, de manière optimale, les choix d'allocation du capital.

Nous devons également trouver des solutions innovantes pour la transition, ce que nous avons fait, notamment avec l'Inde pour l'Alliance solaire internationale ou pour développer partout les économies bas-carbone. Voilà ce que nous avons en face de nous, des incertitudes, des menaces, mais nous ne sommes pas impuissants, et encore moins indifférents. Nous pouvons agir, c'est le rôle des États de le faire. Et la France considère qu'elle a une mission particulière, non pas parce qu'elle serait, par son histoire, plus apte que d'autres à prendre en compte les réalités d'aujourd'hui et les défis de demain, mais parce que nous portons des principes que nous partageons avec Singapour et qui valent pour nous-mêmes et pour le monde entier.

Ce sont des valeurs universelles que nous défendons, pas des intérêts particuliers, mais l'intérêt de la planète. Nous aspirons à chaque fois promouvoir la stabilité, la sécurité, le progrès, le développement. Nous avons une conception de la mondialisation qui doit être gouvernée, et nous n'avons pas peur de dire qu'il faut qu'il y ait une gouvernance mondiale, puisqu'il y a un monde qui, aujourd'hui, est devenu notre horizon, notre environnement.

C'est sans doute parce qu'ils avaient cette lucidité sur le rôle que pouvaient jouer l'Asie et l'Europe que Jacques Chirac et Lee Kuan Yew avaient voulu créer l'ASEM, c'est-à-dire une

enceinte de dialogues et d'échanges entre les chefs d'État et de gouvernement des deux continents. Ce dialogue doit être absolument poursuivi parce que, il est plus que jamais nécessaire, parce que l'Europe, c'est la première puissance économique du monde, première puissance commerciale du monde parce que l'Asie est le continent d'avenir du monde.

Singapour est l'un des membres fondateurs de l'ASEAN, ASEAN qui va fêter son 50e anniversaire. L'Europe vient de fêter son 60e anniversaire de la signature du Traité de Rome. Nous devons encourager le développement des relations entre ces deux grandes organisations, l'Union européenne doit s'investir encore davantage avec l'ASEAN, être davantage présente en termes d'investissements, en termes d'aides publiques, en termes d'échanges de technologies et doit avoir avec l'ASEAN une relation structurelle.

De la même manière, l'Union européenne négocie des accords commerciaux avec plusieurs pays de la zone, Singapour mais également, les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie, où je serai dans peu de jours. L'objectif, c'est que nous puissions avoir entre l'Union européenne et l'ASEAN un partenariat stratégique, de la même manière, je sais que l'ASEAN veut renforcer son intégration, et que cette décision permettra de favoriser les échanges avec l'Union européenne. Soyez sûr, en tout cas, Monsieur le vice-Premier Ministre, que la France soutiendra l'accord entre Singapour et l'Union européenne, et notamment sur la dimension des transports.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'étais venu vous délivrer ici, un message de lucidité, parce que le monde est aujourd'hui menacé, mais un message de vérité, parce que nous devons agir, et nous pouvons agir. Et enfin, un message de volonté, parce qu'il est possible d'engager. À travers ce que nous sommes, l'Europe, l'Asie, c'est-à-dire une grande partie du monde, des politiques qui peuvent aboutir à la stabilité, à la sécurité et au développement.

Je rappelle que la France a voulu être pleinement présente, ici, en Asie, les entreprises françaises y sont installées, nous avons pu doubler nos échanges par exemple avec Singapour, en dix ans. Nous avons pu construire des grands partenariats autour souvent de l'aéronautique, mais aujourd'hui, autour de l'énergie, de l'environnement, de la ville durable, et nous avons la volonté de donner à la technologie française toute sa place en Asie, ce qui supposera des investissements encore plus importants que ceux qui ont été réalisés jusqu'à présent, même si, en dix ans, le stock des investissements qui ont été faits par des entreprises françaises en Asie a triplé pour atteindre 100 milliards d'euros.

De la même façon, la France est tout à fait disposée à accueillir encore davantage d'investissements venant d'Asie, là, encore, leur montant a triplé ces dix dernières années. Mais pour établir ce rapport-là, cette relation, il faut de la confiance. Cette confiance, elle doit être donnée avec vigilance, parce que c'est très important en matière de défense, en matière d'industries, en matière de technologies, de savoir à qui on a affaire, la France a confiance en Singapour, parce que, ici, vous avez donné toutes les conditions pour que les investisseurs, les entreprises, les chercheurs, les universitaires puissent travailler en liberté et en capacité de développement.

Et je veux croire que vous avez aussi confiance en la France, parce que la France a cette capacité d'invention, d'innovation, et en même temps, de liberté. C'est parce que nous sommes

conscients que les valeurs que nous portons sont universelles, et conscients que la France a une place à jouer en Asie, que je voulais, au terme de mon mandat, faire cette visite, ici, à Singapour, demain, en Malaisie, et après-demain, en Indonésie, parce que je sais que la France y sera bien accueillie. Merci./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)